



**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDCAR/2022-56

19/01/2022

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 10

Objet : Appel à candidature : 10 postes au titre de la mobilité « 2ème cercle »

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

Service Europe et International :

- 1 poste de conseiller FAO à Rome
Date limite de candidature : 20/02/2021

FranceAgriMer :

- 1 poste de chargé de mission
Date limite de candidature : 10/02/2022

- 1 poste de gestionnaire
Date limite de candidature : 10/02/2022

- 1 poste d'assistante de direction
Date limite de candidature : 10/02/2022

Agence de Service et de paiement :

- 1 poste de chef de service
Date limite de candidature : 18/02/2021

- 1 poste de chargé de mission
Date limite de candidature : 18/02/2021

- 1 poste de chef de service
Date limite de candidature : 18/02/2021

- 1 poste de chef d'action
Date limite de candidature : 18/02/2021

- 1 poste de chef de projet SI
Date limite de candidature : 13/02/2021

Institut Français du Cheval et de l'Equitation :

- 1 poste d'ingénieur.e
Date limite de candidature : 15/02/2022

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent Belleguic

Catégorie A/A+

DIRECTION GENERALE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES

Service Europe et International

Conseiller agriculture et sécurité alimentaire auprès de la Représentation permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Rome (Italie)

Prise de fonction souhaitée : 1^{er} Septembre 2022

Niveau de classement parcours professionnel : supérieur à 3

Contexte :

La Représentation Permanente de la France auprès de la FAO (RP) est accréditée auprès des institutions onusiennes dont le siège est à Rome : la FAO et le PAM (Programme Alimentaire Mondial). Elle est placée sous l'autorité de l'Ambassadeur, Représentant Permanent. Elle assure également le lien avec le FIDA (Fonds International de Développement Agricole.). A ce titre elle participe aux travaux des différents organes directeurs, des multiples comités, accords internationaux et instances techniques, ainsi que des groupes de travail, formels ou non, qui se réunissent en permanence à Rome sur les sujets relatifs à l'agriculture, l'alimentation, la forêt, les pêches. Elle entretient des relations étroites avec ces institutions, ainsi qu'avec les groupes régionaux, les représentants des pays membres (194), en particulier les pays de l'UE et avec la délégation de l'Union européenne.

Les interlocuteurs privilégiés de la RP en administration centrale sont le ministère de l'agriculture et de l'alimentation (DGPE en particulier, le SEI étant le point d'entrée pour le MAA), le ministère des affaires étrangères (NUOI et DGM/Pôle sécurité Alimentaire), le SGAE/CIAA (Secrétariat général des affaires européennes – Comité interministériel de l'agriculture et de l'alimentation), ainsi que l'AFD (Agence française de développement) et les instituts de recherche (INRAe, CIRAD, IRD, IFREMER...). Les acteurs français de la coopération décentralisée, les organisations de la société civile, des ONG, des entreprises privées et des organisations professionnelles agricoles sont également des interlocuteurs de la RP.

Pour le suivi de la FAO, il existe un groupe de travail du Conseil de l'Union européenne (groupe FAO-COORD, à Bruxelles) où se réalise sur une base mensuelle la coordination communautaire et qui établit les positions et déclarations de l'UE et ses Etats membres. Le MAA/DGPE y tient la chaise. Lorsque les organes directeurs de la FAO sont en session, le secrétariat du Conseil se déplace et ce groupe se réunit à Rome. Il est appuyé par un groupe informel constitué à Rome par les RP des Etats membres (Head of Missions-HoMs), qui se réunit également régulièrement.

Le ou la conseiller(ère) agriculture et sécurité alimentaire à la Représentation permanente à Rome est chargé(e) du suivi des activités de la RP auprès de la FAO et du Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA) en termes de gouvernance, d'influence politique et de suivi technique.

Fonctions et attributions :

Sous l'autorité de l'Ambassadeur(trice), le (la) conseiller(ère) agriculture et sécurité alimentaire :

- Assure une mission générale d'information, de veille, et de promotion des positions françaises :
 - en développant des relations opérationnelles avec la FAO, les responsables

de groupes régionaux, les RP des pays membres, la délégation de l'Union européenne,

- en assurant le suivi des dossiers liés à la FAO et en particulier la révision régulière du cadre stratégique, du plan de travail à moyen terme et du programme de travail et budget de la FAO
 - en assurant le suivi du Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA) et de son réseau d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire (HLPE)
 - en suivant les positions défendues par les groupes régionaux et par les pays les plus influents au sein de la FAO,
 - en développant des contacts avec le réseau des Français présents à la FAO, en particulier les agents mis à disposition par le MAA ;
 - en opérant une veille active sur les publications de la FAO
- Participe à la construction de la position française et communautaire :
 - en développant des relations opérationnelles avec les délégations françaises de passage à Rome afin de mieux connaître les positions françaises et en partageant régulièrement les informations du « terrain romain » avec l'administration centrale, et notamment le MAA ;
 - en apportant des éléments d'ambiance et d'analyse du contexte « romain » contribuant à l'élaboration des positions françaises le cas échéant ;
 - en participant aux réunions de coordination communautaire se déroulant à Rome, et en tant que de besoin à celles prévues à Bruxelles ;
 - en participant en lien avec les services centraux, aux réactions aux projets de déclarations communautaires rédigées par la présidence de l'UE / la Commission européenne selon le partage des compétences ;
 - en participant aux sessions des organes directeurs de la FAO, ainsi qu'à toute autre réunion d'instances techniques et de négociations intergouvernementales, en tant que de besoin
 - et en assurant la représentation de la France au sein des comités à composition limitée/bureau des différents comités de la FAO lorsque la France est élue pour y assurer des fonctions ; c'est notamment le cas pour le Comité du Programme jusqu'en juillet 2023.
 - Organise l'accueil et le programme des missions des délégations Françaises de haut niveau à la FAO ;
 - Fait l'interface entre la FAO et les ministères pour la gestion des appuis apportés à la FAO via leurs fonds fiduciaires à la FAO et leurs mises à dispositions ;
 - Assure toute autre mission en rapport avec ces attributions et dans le but d'assurer la plus grande coordination avec les opérateurs concernés à la demande de l'Ambassadeur (drice), Représentant Permanent.

Qualités requises :

- Esprit d'initiative, de synthèse et capacité d'animation d'une équipe, disponibilité
- Aptitude à la rédaction (nombreux courriers et notes diplomatiques), sens de l'organisation
- Sens des relations humaines (liens à construire avec les délégations) et des négociations internationales, aptitude à travailler dans un contexte multiculture
- Connaissance de la politique agricole européenne et nationale ainsi que des filières agricoles, agroalimentaires et forestières et pratique de l'administration centrale
- Une expérience à l'international et/ou le multilatéral agricole serait appréciée
- Maîtrise de la langue anglaise (parlé et écrit)

Durée de l'engagement : 3 ans renouvelables 2 fois pour 1 an

Personnes à contacter :

Frédéric LAMBERT – Chef du Service Europe et International – DGPE

01 49 55 46 44 - frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr

Françoise SIMON –Sous-directrice International – DGPE

01 49 55 53 41– francoise-m.simon@agriculture.gouv.fr

Isabelle Ouillon DGPE- Cheffe du bureau Mondialisation et Sécurité Alimentaire

01 49 55 48 66 - isabelle.ouillon@agriculture.gouv.fr

Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Sébastien RIHANI, mél : sebastien.rihani@agriculture.gouv.fr

Les candidatures devront nous parvenir au plus tard, un mois après la date de publication dans BO AGRI.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé-e de mission pôle « Réglementation, certification des comptes et contrôles externes »

Secrétariat général / Juridique et coordination communautaire / Coordination et Expertise européennes

N° appel à candidature : 20197

Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : 1

**Cotation Groupe RIFSEEP :
4 si corps des attachés d'administration**

Filière d'emploi : 20 - Affaires juridiques

**Poste vacant
Prise de fonction souhaitée dès que possible**

Localisation : MONTREUIL
12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et organisme intermédiaire dans le cadre du Fonds européen aux affaires maritimes et de la pêche (FEAMP) et Fonds européens d'aide aux plus démunis (FEAD).

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Le Service Juridique et Coordination Communautaire exerce une mission générale de veille réglementaire, de sécurité juridique, de conseil, de coordination des contrôles externes et des suites qui leur sont données. Au

sein de ce service, l'unité Coordination et Expertise européennes (U_CEE) pilote pour l'Etablissement les missions d'audit diligentées par les corps de contrôles externes ; apporte son expertise à l'égard de toutes les directions de l'Etablissement et de l'agence comptable dans la mise œuvre de la réglementation européenne relative aux aides agricoles et assure le suivi des travaux de certification des comptes.

L'U_CEE est composée de 2 pôles :

- Déclarations réglementaires et suivi des créances
- Réglementation, Certification des comptes et contrôles externes

Le pôle « Réglementation, Certification des comptes et contrôles externes » a pour fonctions d'assurer le suivi des travaux de certification des comptes de l'Etablissement effectués dans le cadre des dispositions du règlement (UE) n°1306/2013 qui s'imposent à un organisme payeur du FEAGA ; la coordination des contrôles externes (FEAGA, FEAMP et FEAD) ainsi que la veille réglementaire et jurisprudentielle.

Objectifs du poste

- Coordonner et suivre les audits européens et nationaux effectués dans le cadre du FEAMP et du FEAD
- Assurer la représentation de l'Etablissement dans le cadre du réseau des référents aides d'Etat/de minimis mis en place par le MAA.
- Assurer la lecture des décisions de gestion pour la mise en œuvre des dispositifs d'aide financés sur fonds nationaux en collaboration avec l'unité des affaires juridiques
- Répondre aux demandes d'interprétation réglementaire

Missions et activités principales :

- Assurer la diffusion et la mise à disposition des dossiers sélectionnés dans le cadre des audits
- Rassembler la documentation pertinente dans le domaine d'activité
- Coordonner l'élaboration des réponses aux observations formulées dans le cadre des enquêtes
- Participer aux réunions d'ouverture et de clôture des enquêtes ainsi qu'aux réunions de travail
- Renseigner les tableaux de suivi ou de synthèse des enquêtes
- Mettre à jour les référentiels relatifs au FEAD et au FEAMP
- Réaliser et tenir à jour le référentiel réglementaire des aides nationales relevant du secteur agricole et de la pêche
- Coordonner et piloter les travaux d'élaboration du rapport annuel sur les aides d'Etat en lien avec les services concernés de FranceAgriMer et le MAA et en binôme avec un autre agent du pôle créance de l'unité
- Diffuser l'information pertinente au sein de FranceAgriMer s'agissant des aides d'Etat/de minimis
- Valider la conformité des décisions de mise en place des dispositifs d'aide nationale au regard des régimes d'aides d'Etat
- Rédiger des notes d'analyse, fiches de synthèse, procédures et comptes rendus dans le domaine d'activité

Relations fonctionnelles du poste :

En interne : tous les services de l'Etablissement (Direction générale, Secrétariat général, Direction des Interventions, Agence comptable, Mission Audit interne, Service du Contrôle Interne...)

En externe : Commission européenne (DG MARE, DG Emploi), Direction des pêches et des affaires maritimes (DPMA) du MAA, Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) du Ministère des solidarités et de la santé, Cour des comptes françaises, Cour des comptes de l'Union européenne, Commission Interministérielle de coordination des contrôles (CICC – Ministère des Finances)

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Expérience en matière de pilotage de dossier et /ou de coordination et/ou de gestion des aides
- Connaissances de la réglementation européenne matière de Fonds européen
- Capacité à expertiser et analyser des textes réglementaires
- Notions en matière d'audit

Savoir-faire / Maîtrise

- Autonomie, rigueur organisationnelle et réactivité
- Capacité d'initiative et d'adaptation
- Capacité à piloter
- Respect des délais et échéances
- Capacité à remonter et à rendre compte des difficultés rencontrées
- Sens des relations humaines et aisance dans la communication
- Maîtrise des logiciels bureautiques usuels "

Diplôme – Expérience professionnelle			
Minimum bac+3 expérience dans secteur public souhaitée			
Contraintes du poste :			
Pas de contraintes particulières			
Poste clé¹ :	Oui	Non	<input type="checkbox"/>
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non	<input type="checkbox"/>
Poste à privilèges³ :	Oui	Non	<input type="checkbox"/>
Personnes à contacter			
Benjamin THYWISSEN, chef du service juridique et de coordination communautaire, benjamin.thywissen@franceagrimer.fr – Tél : 01.73.30.31.80			
Laura SAUVAIN HOVNANIAN, cheffe de l'unité Coordination et Expertise européennes laura.sauvain-hovnanian@franceagrimer.fr – Tél : 01.73.30.20.09			
Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35			
Conditions de travail			
<i>FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.</i>			
<i>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</i>			
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10/02/2022			
Le dossier de candidature doit comporter :			
<ul style="list-style-type: none">- Une lettre de motivation,- Un curriculum-Vitae,- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.			

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

*Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.*

**DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET
NOUVELLE-AQUITAINE**
Gestionnaire Instruction-Liquidation
des dossiers de mesures communautaires de l'OCM Vitivinicole

N° appel à candidature : 20300	Catégorie : B
Cotation parcours professionnel : SO	Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des secrétaires administratifs ou techniciens supérieurs
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	Localisation : Bordeaux 33 rue Edmond Michelet – 33000 BORDEAUX

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

Le service FranceAgriMer de la DRAAF Nouvelle-Aquitaine présente la particularité d'avoir ses ressources mises à disposition par voie de convention entre le directeur général de l'établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, et le Préfet de région pour l'exercice, en région, des politiques de l'établissement (appui aux filières agricoles, interventions financières, suivi de l'organisation économique, contrôles des aides européennes).

Le service composé de 70 agents repose sur une organisation multi site (Bergerac, Bordeaux, Poitiers, Limoges). Le pilotage en est assuré par un chef de service basé à Bordeaux et de deux adjoints basés à Poitiers et Bordeaux.

Au sein du service FranceAgriMer de la DRAAF Nouvelle-Aquitaine, les unités « Production viticole et cultures spécialisées » et « Transformation et commercialisation des vins » assurent notamment la gestion de dispositifs communautaires visant les acteurs professionnels de la filière viti vinicole. L'activité liée à la gestion de l'aide communautaire « Restructuration du vignoble » et « Investissements » de l'OCM Vin est majeure tant en charge de travail qu'en enjeu pour la filière sur la région Nouvelle-Aquitaine.

Objectifs du poste

Sous l'autorité hiérarchique d'un chef d'unité et au sein d'une équipe, l'agent est chargé(e) de contrôler administrativement, d'instruire, de préparer au contrôle et de liquider des dossiers de demande d'aide.

Missions et activités principales :

- Instruire et contrôler administrativement les dossiers de mesures communautaires de l'OCM Vin dans le respect de la procédure et du guide de contrôle aux différentes étapes (instruction initiale, préparation au contrôle, liquidation) ;
- Enregistrer et saisir les demandes ;
- Vérifier l'éligibilité administrative des dossiers et des pièces constitutives ;
- Assurer le suivi des demandes de pièces complémentaires ;
- Renseigner des tableaux de bords ;
- Accueillir ponctuellement des bénéficiaires.

Relations fonctionnelles du poste :

Bénéficiaires du dispositif notamment professionnels et entreprises de la filière ;
 Equipe du siège de FranceAgriMer ;
 Représentants des différentes organisations professionnelles et institutionnelles de la région.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance de base sur la réglementation vitivinicole, la filière et l'environnement professionnel vitivinicole ;
- Connaissance de base en comptabilité ;
- Connaissance du contexte d'organisme payeur.

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise des techniques de communication écrite ;
- Maîtrise des outils bureautiques courants ;
- Maîtrise des procédures et des applications métiers relatives aux mesures gérées ;
- Aptitude au contact téléphonique ;
- Sens de l'organisation, rigueur ;

Diplôme – Expérience professionnelle

Expérience réussie sur des fonctions similaires

Contraintes du poste :

Poste clé¹ :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non x
Poste à privilèges³ :	Oui	Non x

Personnes à contacter

Valérie LAPLACE, Chef du service FranceAgriMer Nouvelle-Aquitaine
valerie.laplace@franceagrimer.fr – Tel : 05 35 31 40 20
 Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10/02/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Assistante de direction - organisation des instances de l'Établissement

Direction Générale/Mission Filières - Unité suivi des conseils

N° appel à candidature : 20301

Catégorie : B

Cotation parcours professionnel : SO

Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des secrétaires administratifs

Filière d'emploi : 17 – Administration générale

Localisation : MONTREUIL (93)

Poste susceptible d'être vacant

12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, sous tutelle du ministère en charge de l'agriculture, est un organisme public de référence en matière de filières agricoles, agroalimentaires et de la pêche.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion des aides au bénéfice des filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.

Le poste est à pourvoir au sein de la Mission Filières, rattaché à la Direction Générale.

Au sein de la Mission Filières sont regroupés les délégués filières et l'unité de suivi des conseils qui gère l'organisation du conseil d'orientation, des commissions techniques interfilières, des conseils spécialisés, des comités et des groupes de travail. L'activité de l'unité consiste à :

- assurer l'organisation et le suivi des réunions de la mission filières, ainsi que le secrétariat des délégués filières, des présidents et vice-présidents des conseils ;
- apporter un appui technique aux délégués filières dans la réalisation de leurs travaux.
- assurer l'organisation et le suivi des réunions de l'OFPM, et de la cellule export et de la commission internationale au sein de la MAEI.

Objectifs du poste

- Assurer le secrétariat d'un ou deux délégués filières, des présidents et vice-présidents des conseils
- Organiser les réunions des conseils spécialisés et des comités et groupes de travail de l'établissement,
- Effectuer une veille juridique notamment en matière des instances délibérantes,
- Collaborer à l'organisation des rencontres régionales grandes cultures avec les services territoriaux de l'établissement,
- Participer à la diffusion des informations des instances sur internet,
- Assurer l'organisation et le suivi des réunions de l'OFPM, et de la cellule export et de la commission internationale au sein de la MAEI

Missions et activités principales :

- Organiser les réunions des instances délibérantes de l'établissement et des rencontres régionales grandes cultures
- Gérer les frais de déplacements des professionnels,
- Installer et suivre les réunions de concertation avec différents interlocuteurs tels que le MAA, les organisations professionnelles
- Effectuer une veille juridique concernant l'actualité juridique des conseils
- Mettre en ligne sur le site internet de l'établissement les documents formalisés à l'issue des réunions

Relations fonctionnelles du poste :

- La Direction Générale, les délégués filières, les directions et services de l'établissement, les délégations territoriales ;
- Les professionnels des filières concernées
- Le Ministère en charge de l'agriculture, et plus particulièrement la DGPE et la DPMA
- Les autres représentants des pouvoirs publics (Ministères et régions)

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Organisation de réunions.
- Serait un plus, la connaissance :
- des missions de l'établissement et des principales problématiques qui s'y rapportent ;
- de l'organisation des filières ;
- maîtrise de logiciel de frais professionnel
- maîtrise du logiciel E-PUBLISH pour les mises en lignes sur internet

Savoir-faire / Maîtrise

- Esprit d'initiatives et de synthèse
- Réactivité et diplomatie
- Sens du travail en équipe
- Discrétion
- Maîtrise : du pack office Microsoft y compris Access

Diplôme – Expérience professionnelle

Bac minimum en cas de candidature de contractuel ou Bac+2

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹ : Oui Non

Poste à caractère sensible² : Oui Non

Poste à privilèges³ : Oui Non

Personnes à contacter

Isabelle LAPORTE, cheffe de l'unité «suivi des conseils» isabelle.laporte@franceagrimer.fr – Tél : 01 73 30 31 92

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10/02/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef de projet SI Maitrise d'œuvre domaine « Information économique »

Secrétariat Général / Service des Systèmes d'Information / Unité Système d'information Services communs et systèmes d'information pour l'appui aux filières et l'information économique

N° appel à candidature : 20302

Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : 2

Cotation Groupe RIFSEEP :

Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement

Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat

Vacant – Prise de fonction dès que possible

Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Filière d'emploi : 21 – Numérique et systèmes d'information et de communication

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Poste également ouvert au recrutement de contractuels, sous la forme d'un contrat de droit public (en application de l'article 4 de la loi n°84-16)

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Au sein de l'établissement, le service des systèmes d'information est chargé de l'ensemble des travaux de maîtrise d'œuvre informatique dans les domaines de la production, des études et des développements informatiques. Il est composé de l'unité « Infrastructure et Production » et deux unités « études et développements » :

- unité « système d'information gestion des aides »
- unité « services communs et systèmes d'information pour l'appui aux filières et l'information économique ».

Chacune des unités études est structurée en domaines fonctionnels constitués de chefs de projets et d'analystes pilotés par un responsable de domaine ou directement par le chef d'unité. Pour mener à bien ses missions, les unités études font régulièrement appel à la sous-traitance, en confiant la réalisation des développements informatiques à des SSII.

Le domaine informatique « Décisionnel et Information économique » regroupe la gestion des infocentres et les applications qui interviennent dans le processus de collecte, analyse et diffusion des données socio-économiques des différentes filières agricoles. Plusieurs observatoires économiques sont également gérés par le pôle. Les applications sont très majoritairement en technologie Java et sous architecture web. Les technologies BI utilisées par le domaine sont variées : infocentres SAP Business Objects, ETL Talend, report Jaspersoft, Sas Visual Analytics.

Le domaine regroupe environ 20 applications informatiques et 50 infocentres.

Objectifs du poste

Le chef de projet, en qualité de responsable d'un portefeuille projets dédié,

- Pilote les nouveaux projets sur tout leur cycle de réalisation, des phases de cadrage jusqu'aux phases d'exploitation.
- Pilote la TMA (Maintenance applicative) des applications en production sur son portefeuille.

Répond aux objectifs des maîtrises d'ouvrage (MOA) en créant ou faisant évoluer les applications informatiques et les infocentres.

Missions et activités principales :

Le chef de projet, en qualité de responsable d'un portefeuille projets dédié :

- Pilote les nouveaux projets sur tout leur cycle de réalisation, des phases de cadrage jusqu'aux phases d'exploitation.
- Pilote la TMA des applications en production sur son portefeuille.
- Assure un dialogue constant avec les maîtrises d'ouvrage afin de répondre à leur besoins.
- Organise le plan de charge des projets et l'affectation des ressources internes et externes sous sa responsabilité. Pilote les prestations des SSII en charge des développements informatiques.
- Veille au respect des engagements et des livrables projets : jalons, coût, délai, qualité. Est responsable du bon déroulement des projets.
- Participe au support technique et fonctionnel des applications de son domaine, en coordination avec les autres équipes de la DSI.
- Organise et anime la communication auprès des équipes, des instances de pilotage et de sa hiérarchie.

Relations fonctionnelles du poste :

Le chef de projet est en relation directe avec :

- Au sein du service Systèmes d'Information : sa hiérarchie ; Les autres membres des unités Etudes pour les aspects support et projets transverses ; Les équipes de l'unité Infrastructure et Production
- Les équipes MOA : Directeurs de projet ; Chefs de projet ; Assistants à maîtrise d'ouvrage ; Utilisateurs.
- Les chefs de projets des sociétés de prestations titulaires des marchés concernés et leurs collaborateurs
- L'équipe SSI (Sécurité des Systèmes d'Information)

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Maîtrise des méthodes et pratique des outils de gestion de projet
- Expérience de pilotage de développement d'applications JAVA.
- Connaissance des technologies web et BI.
- Connaissance en langage SQL

Savoir-faire / Savoir être

- Capacité à gérer un projet
- Capacité d'analyse et de synthèse.
- Capacité à rédiger des documents, à conduire des réunions, etc.
- Capacité relationnelle et de communication
- Autonomie et rigueur

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+ 3 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹ : Oui Non

Poste à caractère sensible² : Oui Non

Poste à privilèges³ : Oui Non

Personnes à contacter

Sébastien DUTEIS, chef du service des systèmes d'information

Tél. : 01 73 30 26 85

sebastien.duteis@franceagrimer.fr

Frédéric BATEMAN, chef d'unité « services communs et systèmes d'information pour l'appui aux filières et l'information économique

Tél. : 01 73 30 26 60

frederic.bateman@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 13/02/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

**Agence de services et de paiement
Direction des soutiens directs agricoles**

**Siège Montreuil – 12 rue Rol-Tanguy – TSA 10001
93555 Montreuil cedex**

Chef de service « instruction des aides du SIGC » (H/F)

N° du poste : M10090	
Catégorie : A	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 3	Cotation RIFSEEP ASP : Groupe 1
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>Au sein de cet établissement, la direction des soutiens directs agricoles (DSDA) pilote la mise en œuvre des aides directes de la politique agricole commune (PAC) : 350.000 agriculteurs et 8,5 milliards d'euros payés chaque année au titre du premier pilier et deuxième pilier de la PAC. La mise en place de la nouvelle PAC en 2023 va entraîner des changements importants dans l'instrumentation des dispositifs notamment au travers du système de suivi des surfaces en temps réel.</p> <p>La mise en œuvre opérationnelle des aides recouvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la conception des modalités de déclaration et d'instruction des différents dispositifs, - la maîtrise d'ouvrage des applications de gestion des aides (Télépac pour la télédéclaration des demandes d'aides et ISIS pour l'instruction des demandes), - le pilotage de l'activité des services déconcentrés de l'Etat (DDT/DDTM/DAAF) en charge de l'instruction des aides, - l'ordonnancement des aides. <p>Au sein de la direction des soutiens directs agricoles, le service de l'instruction des aides (SIA) intervient dans les 3 premiers domaines d'activité de la DSDA.</p> <p>Le SIA est composé d'un(e) chef(fe) de service, d'un adjoint, de 9 agents de catégorie A.</p>
Objectifs du poste	<p><u>Assurer le management et l'encadrement des agents du service</u></p> <p><u>Superviser l'activité du service :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Définir les objectifs et le plan de charge de l'équipe pour la mise en œuvre de la campagne PAC en cours et la préparation des campagnes futures, en accord avec la direction. - Suivre l'avancement de la campagne en cours et de la mise en œuvre des procédures correspondantes, ainsi que l'avancement des travaux de préparation des campagnes futures. - Animer le service, assurer la communication et le partage d'information au sein du service. <p><u>Coordonner les actions nécessaires à la conduite opérationnelle de la campagne</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Superviser la conception des formulaires, imprimés et notices ainsi que des fiches opératoires et instructions à destination des services instructeurs en DDT. - Coordonner et valider la définition des besoins d'évolutions à mettre en œuvre pour gestion des aides, conformément à la réglementation et aux évolutions de la PAC 2023-2027. - Participer au pilotage de la campagne et organiser l'appui et l'assistance aux

	utilisateurs.	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<ul style="list-style-type: none"> - Animer les relations avec les différents bureaux du ministère de l'agriculture, afin d'anticiper et d'examiner les évolutions à apporter au dispositif et concevoir les modalités de gestion. - Superviser et coordonner la rédaction des expressions de besoin nécessaires à la mise en œuvre des outils de gestion des aides, ainsi que la définition des référentiels et la vérification des règles de gestion à instancier dans l'outil. - Assurer la responsabilité de l'encadrement et de l'animation du service en mettant en place une organisation optimale du travail. Réaliser l'évaluation des membres de son équipe, gérer et développer leurs compétences. - Sous l'autorité opérationnelle de la direction et en liaison avec l'assistance à la maîtrise d'ouvrage, mettre en œuvre les étapes nécessaires à la bonne gestion des campagnes des aides du SIGC du premier et second pilier de la PAC. - Assurer l'appui et l'assistance aux utilisateurs des services déconcentrés (DDT/DAAF et DR-ASP). - Veiller à la cohérence des actions, au respect de la réglementation communautaire et à la formalisation des procédures. 	
Champ relationnel du poste	Autres services de l'ASP, services centraux et déconcentrés du ministère de l'agriculture, conseils régionaux, corps d'audit externes, prestataire informatique.	
Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissances générales des politiques agricoles - Une expérience en DDT(M), dans un service d'économie agricole, serait appréciée. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rigueur et capacité d'analyse - Autonomie et discrétion - Capacité à modéliser, à simplifier, à formaliser un raisonnement logique - Capacité à communiquer, à expliquer - Aptitude à travailler en équipe, en réseau et en mode projet - Disponibilité, écoute, capacité de négociation, réactivité
Personnes à contacter	<p><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Madame Véronique LEMAIRE-CURTINOT – Directrice de la DSDA - Tél : 01 73 02 18 18 – veronique.lemairecurtinot@asp-public.fr - Monsieur Antoine ERHEL – Directeur adjoint de la DSDA - Tél : 01 73 02 17 86 - antoine.erhel@asp-public.fr <p><u>Pour des questions relatives à l'aspect administratif et RH du recrutement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Madame Sandrine DUPUY - DRH/SEEC – Conseillère recrutement mobilité formation - Tél : 05 55 12 00 33 - mobilite@asp-public.fr 	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

**Agence de services et de paiement
Direction des soutiens directs agricoles
Service de l'instruction des aides**

**Siège Montreuil – 12 rue Rol-Tanguy – TSA 10001
93555 Montreuil cedex**

Chargé de mission « mise en œuvre des aides de la PAC : mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC), aides Bio et indemnités compensatoires de handicaps naturels (ICHN) » (H/F)

N° du poste : M10102	
Catégorie : A	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 1	Cotation RIFSEEP : 3
Vacant /SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>Au sein de cet établissement, la direction des soutiens directs agricoles (DSDA) pilote la mise en œuvre et l'ordonnancement des aides directes de la politique agricole commune (PAC): 350.000 agriculteurs et 8,5 milliards d'euros payés chaque année au titre du premier pilier et deuxième pilier de la PAC. L'activité de la direction recouvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la conception des modalités de déclaration et d'instruction des différents dispositifs, - la maîtrise d'ouvrage des applications de gestion des aides (Télépac pour la télédéclaration des demandes d'aides et ISIS pour l'instruction des demandes), - le pilotage de l'activité des services déconcentrés de l'Etat (DDTM/DAAF) en charge de l'instruction des aides, - l'ordonnancement des aides. <p>Au sein de la direction des soutiens directs agricoles, le service de l'instruction des aides (SIA) intervient dans les 3 premiers domaines d'activité de la DSDA.</p>
Objectifs du poste	<p>Au sein du service de l'instruction des aides (équipe d'une dizaine de personnes), en étroite collaboration avec un autre référent métier sur les aides du second pilier, le référent métier sera responsable de la mise en œuvre des aides MAEC/Bio et de l'ICHN.</p> <p>Les MAEC/Bio sont des mesures permettant d'accompagner les exploitations agricoles qui s'engagent dans le développement de pratiques combinant performance économique et performance environnementale ou dans le maintien de telles pratiques lorsqu'elles sont menacées de disparition. C'est un outil clé pour la mise en œuvre du projet agroécologique pour la France.</p> <p>L'ICHN constitue une aide fondamentale pour le maintien de l'activité agricole dans les zones défavorisées. Cette aide du second pilier de la PAC, qui bénéficie à près de 100.000 agriculteurs, vise à compenser le différentiel de revenu des agriculteurs situés dans ces territoires spécifiques.</p> <p>Le (la) chargé(e) de mission assurera l'ensemble des missions du service sur les sujets dont il (elle) a la charge :</p> <ul style="list-style-type: none"> - travail avec le ministère sur les évolutions réglementaires nécessitant une évolution de l'outil informatique assurant l'instruction, - conception des modalités de mise en œuvre,

	<ul style="list-style-type: none"> - formulation des besoins en matière d'évolutions de l'outil informatique, - préparation des modes opératoires relatif à l'instruction pour les DDT(M)/DAAF, - correspondant MAEC/Bio et ICHN pour les questions et problèmes remontés par les services déconcentrés, autorités de gestion, ou les DR ASP (questions liées au plan de performance PAC) <p>Le poste revêt ainsi un triple aspect de conception, de pilotage et d'assistance en ce qui concerne la mise en œuvre et l'évolution du système de gestion des MAEC/Bio.</p>	
Champ relationnel du poste	Autres directions de l'ASP (dont directions régionales), services centraux et déconcentrés du ministère de l'agriculture, prestataire informatique, conseils régionaux	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<ul style="list-style-type: none"> - Examiner les évolutions à apporter au dispositif en lien avec les souhaits exprimés par le ministère de l'agriculture (participation aux réunions de cadrage, aux groupes de travail mis en place avec les services déconcentrés, ...); - Sur cette base, définition des besoins d'évolutions de l'outil informatique (rédaction des expressions de besoins, participation aux réunions avec le prestataire); - Elaboration des procédures d'instruction, rédaction des manuels opératoires, pilotage du travail des DDT(M)/DAAF; - Rédaction des documents destinés aux agriculteurs (modèles de courriers, notices d'utilisation, etc.). 	
Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	Connaissance générale de la PAC	<ul style="list-style-type: none"> - Rigueur et capacité d'analyse - Autonomie - Polyvalence - Capacité à modéliser, à simplifier, à formaliser un raisonnement logique - Capacité à communiquer, à expliquer - Aptitude à la rédaction de manuels opératoires - Aptitude à travailler en équipe, en réseau et en mode projet <p><i>NB : en dehors de l'utilisation des outils bureautiques, des connaissances informatiques spécifiques ne sont pas nécessaires pour ce poste</i></p>
Personnes à contacter	<p><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Madame Véronique LEMAIRE-CURTINOT – Directrice de la DSDA - Tél : 01 73 02 18 18 – veronique.lemairecurtinot@asp-public.fr - Monsieur Antoine ERHEL – Directeur adjoint de la DSDA - Tél : 01 73 02 17 86 - antoine.erhel@asp-public.fr - Monsieur Mathieu DOURTHE, Chef du service de l'instruction des aides du SIGC - Tél : 01 73 02 17 23 – mathieu.dourthe@asp-public.fr - Monsieur Sylvain VERRECCHIA, Adjoint au chef de service de l'instruction des aides du SIGC - Tél : 01 73 02 18 38 – sylvain.verrecchia@asp-public.fr <p><u>Pour des questions relatives à l'aspect administratif et RH du recrutement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Madame Sandrine DUPUY - DRH/SEEC – Conseillère recrutement mobilité formation - Tél : 05 55 12 00 33 - mobilite@asp-public.fr 	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

**Agence de services et de paiement
Direction des soutiens directs agricoles (DSDA)
Service de l'ordonnancement des aides du SIGC**

**Siège Montreuil – 12 rue Rol-Tanguy – TSA 10001
93555 Montreuil cedex**

(à très grande proximité de Paris – accessible par métro – ligne 1 – station Saint-Mandé)

**CHARGE D'ACTION AU SEIN DU SERVICE DE L'ORDONNANCEMENT – AIDES COUPLEES ET
DECOUPLEES 1^{er} PILIER (H/F)**

<p>N° du poste : M10111</p> <p>Catégorie : B</p>	
<p>Cotation parcours professionnel postes catégorie B : sans objet</p>	<p>Groupe RIFSEEP : 1</p>
<p>Poste vacant / SREPES</p>	
<p>Présentation de l'environnement professionnel</p>	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. Elle est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales (DR) implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>Au sein de l'Agence de services et de paiement, la direction des soutiens directs agricoles (DSDA) pilote la mise en œuvre des aides directes de la politique agricole commune : 350.000 agriculteurs et 8,5 milliards d'euros payés chaque année au titre des premier et second piliers de la PAC.</p> <p>L'activité de la direction recouvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la conception des modalités de déclaration et d'instruction des différentes aides ; - la définition des évolutions à apporter aux systèmes d'information de gestion des aides (télépac pour la télédéclaration des demandes d'aides et ISIS pour l'instruction des demandes) et le pilotage de la réalisation de ces évolutions ; - le pilotage de l'instruction des aides par les services déconcentrés de l'Etat (DDTM/DAAF) ; - liquidation et ordonnancement des aides. <p>Les activités du service ordonnancement s'organisent autour de deux axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Liquidation et ordonnancement des aides : financement, vérification du respect des plafonds et enveloppes, prévisions de trésorerie, vérification et validation du calcul des montants d'aides, élaboration de documents répondant aux obligations communautaires ; - Information et assistance auprès des services déconcentrés du Ministère de l'agriculture (DDT(M) / DAAF) et des directions régionales de l'ASP (DR-ASP)
<p>Objectifs du poste</p>	<p>Au sein du service de l'ordonnancement des aides, assurer les contrôles préalables à l'ordonnancement des aides surfaces du 1^{er} pilier, planifier les opérations de liquidation/ordonnancement et suivre la réalisation.</p>
<p>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</p>	<p>- Contrôler la valorisation des données (liquidation), réaliser les contrôles adéquats avant transmission aux services comptables pour la mise en paiement (ordonnancement)</p> <p>Pour ce faire l'agent doit pour les dossiers de la campagne en cours et des campagnes antérieures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vérifier le bon déroulement des traitements ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Réaliser les contrôles de valorisation (vérification des calculs de montants d'aide mis en œuvre dans les applications informatiques) ; - Contrôler les données en sortie de liquidation (vérification des montants à payer) ; - Informer sa hiérarchie de l'avancée des travaux des difficultés éventuelles ; - Retirer ou valider les dossiers en vue de l'ordonnancement selon le planning établi dans le service ; - Se tenir informé des évolutions relatives aux aides gérées (circulaires, modes opératoires...) ; - Assurer le relationnel avec les partenaires liés aux aides dont il a la charge (les autres membres de l'équipe, les membres du service de l'instruction, les correspondants valorisations et liquidation de la DDO, le bureau visa et recouvrement de la comptabilité, les DDT(M) DAFF ainsi que les producteurs. - Etre en capacité de s'adapter rapidement aux exigences induites par la mise en paiement des aides aux dates demandées par les Tutelles. 	
Champ relationnel du poste	Autres services de l'ASP Service instruction de la direction, Direction des opérations, agence comptable, Directions régionales), services centraux et déconcentrés du Ministère de l'agriculture (DDT, DDTM et DAF), corps d'audit.	
Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	<ul style="list-style-type: none"> - Connaître la réglementation et les instructions techniques relatives aux aides gérées, le calendrier général du déroulement d'une campagne d'aide, - Connaître les procédures et obligations du liées aux activités de liquidation et ordonnancement, - Maîtrise des outils bureautiques, 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation, rigueur et précision : - Capacité de travail en équipe et en réseau ; - Conscience des enjeux politiques et financiers des missions ; - Aptitude à alerter à bon escient sa hiérarchie, - Réactivité et engagement.
Personnes à contacter	<p><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Monsieur Antoine ERHEL - Adjoint à la directrice de la DSDA – Tél : 01 73 02 19 18 (assistante) - courriel : antoine.erhel@asp-public.fr - - Monsieur Nicolas KRZESZOWSKI - Chef de service de l'ordonnancement - Tél : 01 73 02 18 10 - courriel : nicolas.krzeszowski@asp-public.fr – - Monsieur Germain CALU - Chargé de mission des affaires juridiques et RH – DSDA - Tél : 01 73 02 18 35 – courriel : germain.calu@asp-public.fr <p><u>Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Madame Sandrine DUPUY, DRH/SEEC - conseillère recrutement, mobilité et formation - Tél : 05 55 12 00 33 - courriel : mobilite@asp-public.fr - 	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

ASP - Direction régionale Occitanie
Site de Toulouse
78, rue Saint Jean
CS 23384
31133 Balma cedex1

Chef du service agriculture, développement rural et pêche (H/F)

<p>N° du poste : R31008</p> <p>Catégorie : A</p>	
<p>Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 3</p>	<p>Groupe RIFSEEP : 2</p>
<p>Poste vacant 1^{er} mars 2022</p>	
<p>Présentation de l'environnement professionnel</p>	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>Le poste proposé, basé sur le site de Balma, est rattaché au Directeur Régional Adjoint chargé de l'agriculture et des contrôles.</p>
<p>Objectifs du poste</p>	<p>La personne recrutée sera chargée de décliner et mettre en œuvre l'ensemble des missions du service agricole, développement rural et pêche (SADRP) relevant de la Direction régionale Occitanie.</p> <p>Elle encadrera, animera et coordonnera le service dont l'activité est basée sur 2 sites (Balma et Nîmes) en lien avec les 2 adjoints, les chefs de secteurs et les équipes du service. L'effectif du service comprend une vingtaine d'agents titulaires renforcé par des agents vacataires au regard de l'activité.</p> <p>Elle apportera une attention particulière au management et à l'ambiance du service en interne notamment dans la perspective de la nouvelle PAC.</p>
<p>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer les paiements et les contrôles dans les délais impartis objectifs de l'établissement et avec l'efficacité définie par les ratios nationaux. Maintenir les performances de l'assistance Osiris. - Poursuivre les actions de valorisation des contrôles OP/CCF et développer les travaux conjoints avec l'Autorité de Gestion (AG) et les services instructeurs (SI) pour sécuriser la chaîne de paiement. - Maintenir les relations de confiance et d'appui avec l'AG et les SI tout en continuant à adapter l'organisation du service aux évolutions des contextes « régional et national » des aides agricoles (transition entre 2 programmations, évolutions du partenariat avec l'AG et les SI). - Poursuivre les chantiers dévolus aux évolutions des outils et des conventions mis en œuvre dans le cadre de la transition RDR sans suspension de la gestion.

	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre la participation des agents du service à l'effort collectif produit en direction du Plan performances PAC (PPP) mais également de l'activité partielle (APART) tout en préservant le traitement des activités essentielles du service. - Poursuivre la contribution à l'effort collectif via l'appropriation de nouvelles mesures telles que celle du plan de relance (cantines scolaires) ou autres. - Contribuer aux réflexions de l'impact sur l'organisation de la DR Occitanie et les métiers de la mise en œuvre du plan de transformation de l'agence (PTA) et du maintien d'un télétravail pour tous les agents. - Accompagner les agents dans l'évolution des métiers et pour forger les compétences nécessaires au RDR4 (Contrôle, audit, expertise) - Animer les équipes du service en s'appuyant sur les 2 chef(fe)s de service adjoint(e)s ainsi que les chef(fe)s de secteurs. - Veiller à la cohésion des équipes multi-sites (Balma et Nîmes). - Suivre les tableaux de bord de l'activité et les résultats du service, alerter la direction régionale si nécessaire. - Participer au recrutement et à la formation des nouveaux arrivants (renfort de CDD). - Réaliser des entretiens professionnels - Membre du CODIR, il participe à son rayonnement et au bon fonctionnement du travail interservices 	
Conditions particulières d'exercice	Déplacements fréquents dans la région Occitanie et entre les 2 sites de Balma et Nîmes et Montpellier ; forte disponibilité.	
Compétences liées au poste	Savoir-faire : <ul style="list-style-type: none"> - Aptitude à la prise de décision - Capacité à fixer des objectifs cohérents - Capacité d'organisation, de pilotage - Capacité à déléguer - Animation d'équipe - Capacité d'analyse - Capacité à mobiliser et valoriser les compétences - Conduire la stratégie métier - Capacité à communiquer - Manager les cadres intermédiaires - Capacité à rendre compte - Fédérer, faire preuve de leadership - Capacité à travailler en mode projet 	Connaissances : <ul style="list-style-type: none"> - Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux - Connaissances des réglementations et des circulaires relatives aux fonctions exercées - Connaissance des logiciels de gestion spécifiques - Connaissance des principes techniques des différents types de dossiers gérés ou de l'activité - Techniques de management
Personnes à contacter	<p><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u></p> <p>M. Laurent WENDLING, Directeur régional Occitanie - Tél : 05 62 25 35 01 courriel : laurent.wendling@asp-public.fr</p> <p>M. Jean-Marie HARDOUIN, Directeur régional adjoint Occitanie - Tél : 04 99 13 62 98 - courriel : jean-marie.hardouin@asp-public.fr</p> <p><u>Pour des questions relatives à l'aspect administratif et RH du recrutement :</u></p> <p>- Madame Sandrine DUPUY - DRH/SEEC – Conseillère recrutement mobilité formation - Tél : 05 55 12 00 33 - mobilite@asp-public.fr</p>	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

t

Institut Français du Cheval et de l'Équitation
Pôle développement innovation et recherche – Direction du développement et de la vulgarisation

*Haras National du Pin – 61310 le Pin au Haras
OU
Avenue de l'École Nationale d'Équitation – 49411 Saumur*

Ingénieur recherche et développement bâtiments et infrastructures équestres

N° du poste :	
Catégorie : A fonctionnaire ou contractuel de droit public	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : 1	Groupes RIFSEEP : G4 (IAE ou Attaché)
Poste vacant	
Date limite pour candidater 15 février 2022	
Date de prise de poste : 1^{er} avril 2022	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :</p> <ul style="list-style-type: none">- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.
Objectifs du poste	<p>L'ingénieur(e) R&D bâtiment et infrastructures équestres contribue aux activités du pôle DIR s'agissant de l'hébergement des équidés. Travaillant en partenariat avec les équipes de recherches internes et externes à l'IFCE, les autres instituts techniques agricoles, il/elle contribue ainsi à la valorisation de références utiles à la filière équine et à la vulgarisation et au transfert de résultats validés scientifiquement.</p> <p>Dans un contexte de fortes attentes sociétales en matière de bien-être au travail, de bien-être animal et de développement durable, il/elle travaille en étroite collaboration avec les équipes impliquées dans ces thématiques. L'innovation, notamment en matière d'hébergement des équidés est un enjeu majeur pour cette filière animée d'une culture de tradition. Les possibilités de réhabilitation et d'évolution des structures anciennes est à étudier. Elle doit permettre de répondre à ces attentes sociétales mais aussi aux contraintes économiques et à l'amélioration des conditions de travail des</p>

	professionnels.
<p>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</p>	<p>Activités principales En lien permanent avec les autres ingénieurs de R&D travaillant notamment sur les thématiques bien-être animal, développement durable, entretien et élevage des équidés, il/elle assurera les activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assure une veille scientifique et technique dans le domaine qui le concerne, - Assure une veille de la réglementation en vigueur et propose, en lien avec la filière, des évolutions prenant en compte les spécificités des équidés, - Définit des thèmes d'études répondant aux problématiques de la filière et rédige les projets associés en partenariat avec ses représentants, - Participe à la recherche de financement en répondant à des appels à projets, dont celui du conseil scientifique. - Définit et gère les ressources matérielles, humaines et financières liées à un projet de développement dont il est l'initiateur, - Effectue des études (collecte de données, analyse de résultats, bilans énergétiques, etc.), portées en propre et/ou réalisées en collaboration avec d'autres équipes, - Assure le transfert des résultats des travaux sur le thème environnement et du développement durable vers les acteurs de la filière équine : rédaction de synthèses, articles, fiches, création d'outils, présentations ; mais aussi vers un public varié, plus ou moins initié aux enjeux de la filière : grand public, décideurs politiques..., - Encadre des étudiants (ingénieurs, masters), - Participe à des réunions, séminaires, groupes de travail et commissions en tant qu'expert - Représente l'IFCE dans le cadre des travaux du RMT « BATICE » - Crée et entretient des liens avec les autres experts de la thématique au sein des autres filières animales, en France et à l'étranger, participe aux réflexions et projets communs. <p>Activités annexes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Répond aux sollicitations d'expertises pour des partenaires, - Peut-être sollicité en tant qu'expert pour réaliser des formations. - Peut-être sollicité en tant qu'expert dans des groupes de travail au niveau européen - Participation ponctuelle à des projets régionaux. <p>Conditions particulières de travail</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déplacements professionnels à prévoir
<p>Champ relationnel du poste</p>	<p>En interne</p> <ul style="list-style-type: none"> - Autres ingénieurs R&D du pôle DIR - Ingénieurs et chargés de projets et de développement en territoire - Chercheurs travaillant sur la thématique concernée ; - Equipes chargées de la diffusion des connaissances. - Ingénieurs de formation <p>En externe</p> <ul style="list-style-type: none"> - Porteurs de projets externes ou partenaires en lien avec ses activités ; - Collectivités territoriales, services de l'Etat, organismes agricoles ou spécialisés (notamment les conseils des équidés, établissements d'enseignement agricole et chambres d'agriculture- Porteurs de projets externes ou partenaires en lien avec ses activités ;

	- Collectivités territoriales, services de l'Etat, organismes agricoles ou spécialisés (notamment les conseils des équidés, établissements d'enseignement agricole et chambres d'agriculture).	
Compétences liées au poste	Savoirs / Savoir-faire :	Savoir-être :
	- Connaissance de la filière et de ses institutions (Pratique) - Relation avec les partenaires de l'Ifce (Pratique) - Calcul/Statistique (Pratique) - Economie de la filière (Pratique) - Utilisation de logiciel (Pratique) - Gestion de projet (Maîtrise) - Expression écrite (Expert) - Expression orale (Expert) - Langues étrangères (Maîtrise)	Etre autonome Etre force de proposition et d'initiative Etre orienté vers les partenaires/usagers/clients Avoir le sens de l'efficience Avoir l'esprit d'équipe
	Précisions Maîtrise des connaissances de la thématique d'expertise et e vulgarisation des connaissances souhaité.	
Conditions de recrutement	Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application des articles 3 et 4 de la loi n°84-16). En cas de recrutement CDD, la durée sera de 1 an éventuellement renouvelable.	
Prérequis (diplôme ou expérience)	Diplôme d'ingénieur ou d'architecte Une spécialisation dans les bâtiments agricoles serait appréciée OU 3 ans d'expérience sur un poste similaire	
Personnes à contacter	<p>Personne à contacter pour plus de renseignements</p> <p>Mme Sophie DANVY, directrice du développement et de la vulgarisation eu sein du pôle développement innovation recherche courriel : sophie.danvy@ifce.fr - Tel : 06 29 55 60 38</p> <p>Mme Sandie JARRIER, directrice du pôle développement innovation recherche courriel : sandie.jarrier@ifce.fr – Tel : 06 27 92 51 42</p> <p>Composition du dossier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CV - Lettre de motivation - Les trois derniers compte-rendu d'entretien professionnel - Pour les fonctionnaires, le dernier arrêté de situation administrative - Pour les candidats actuellement en CDI de droit public dans la fonction publique, le CDI actuel. <p>Renseignement sur le dossier de mobilité / à renvoyer à</p> <p>Mme Loëtitia GERARD, Chargée de projet et développement RH – Tél : 05.55.73.83.08 Courriel : loetitia.gerard@ifce.fr ou drh-info@ifce.fr</p> <p>Mme Elodie LISSART, Chargé de projet et développement RH – Tél : 05 55 98 59 35 Courriel : elodie.lissart@ifce.fr</p>	